



Une nouvelle définition de la guerre

Les sanctions peuvent être plus meurtrières que les balles.

Par [Philip Giraldi](#)

Mondialisation.ca, 23 janvier 2020

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Loi et Justice](#)

Les partisans de **Donald Trump** font souvent valoir qu'il n'a pas déclenché de nouvelles guerres. On peut observer que ce n'est pas faute d'avoir essayé, puisque ses attaques de missiles de croisière sur la Syrie, basées sur des preuves fabriquées de toutes pièces, et son récent assassinat du Général iranien **Qassem Soleimani** ont été incontestablement des actes de guerre. Trump a également augmenté le nombre de soldats au Moyen-Orient et en Afghanistan, tout en augmentant la fréquence et la mortalité des attaques de drones armés dans le monde entier.

Le Congrès a quelque peu joué avec un durcissement de la loi sur les pouvoirs de guerre de 1973 afin de rendre plus difficile pour un Président de mener des actes de guerre sans aucune délibération ou autorisation de la législature. Mais peut-être que la définition de la guerre elle-même devrait être élargie. Le seul domaine dans lequel Trump et son équipe de sociopathes narcissiques ont été les plus actifs a été l'imposition de sanctions dans une intention meurtrière. Le **Secrétaire d'État Mike Pompeo** a été explicite dans ses explications sur le fait que l'affirmation d'une « pression extrême » sur des pays comme l'Iran et le Venezuela vise à faire souffrir la population à un point tel qu'elle se soulève contre son gouvernement et provoque un « changement de régime ». C'est ainsi que les pays que Washington désapprouve deviendront à nouveau des « pays normaux », selon l'évaluation tordue de Pompeo.

Les sanctions peuvent tuer. Celles imposées par les États-Unis sont soutenues par **le Trésor américain qui est en mesure de bloquer les transferts d'argent liquide passant par le système bancaire international basé sur le dollar**. Les banques qui ne se conforment pas aux règles imposées par les États-Unis peuvent elles-mêmes être sanctionnées, ce qui signifie que les sanctions américaines sont de facto applicables à l'échelle mondiale, même si les banques et les gouvernements étrangers ne sont pas d'accord avec les politiques qui les motivent. Il est bien connu que les sanctions qui ont un impact sur l'importation de médicaments ont tué des milliers d'Iraniens. Au Venezuela, l'effet des sanctions a été la famine car les importations de nourriture ont été bloquées, forçant une grande partie de la population à fuir le pays juste pour survivre.

Le dernier exercice de la guerre économique des États-Unis a été dirigé contre l'Irak. En l'espace d'une semaine, du 29 décembre au 3 janvier, l'armée américaine, qui opère à partir de deux grandes bases en Irak, a tué 25 miliciens irakiens qui faisaient partie des Unités de Mobilisation Populaire de l'Armée Irakienne. Ces miliciens avaient été engagés récemment dans la lutte contre Daech. Elle a donné suite à cette attaque en tuant Soleimani, le Général de milice irakien Abu Mahdi al-Muhandis, et huit autres Irakiens lors d'une attaque de drone près de l'aéroport international de Bagdad. Comme les attaques

n'ont été approuvées d'aucune manière par le gouvernement irakien, il n'est pas surprenant que des émeutes aient suivi et que le Parlement irakien ait voté le retrait de toutes les troupes étrangères de son territoire. Le décret a été signé par le Premier Ministre Adel Abdul Mahdi, sur la base du fait que l'armée américaine était en Irak à l'invitation du gouvernement du pays et que cette invitation venait d'être révoquée par le Parlement.

Le fait que l'Irak soit pour le moins instable est imputable à l'invasion américaine malavisée de 2003. La persistance des forces américaines dans le pays est ostensiblement destinée à aider à la lutte contre Daech, mais la véritable raison est de servir de frein à l'influence iranienne en Irak, une demande stratégique faite par Israël qui ne répond à aucun intérêt américain réel. En effet, le gouvernement irakien est probablement plus proche politiquement de Téhéran que de Washington, bien que la théorie des néocons selon laquelle le pays est dominé par les Iraniens soit loin d'être vraie.

La réponse de Washington à la demande légitime des Irakiens de retirer leurs troupes a consisté en des menaces. Lorsque le Premier Ministre Mahdi s'est entretenu avec Pompeo au téléphone et a demandé des discussions et un calendrier pour créer un « mécanisme de retrait », **le Secrétaire d'État** a clairement indiqué qu'il n'y aurait pas de négociations. Une réponse écrite du Département d'État intitulée « *Le partenariat continu des États-Unis avec l'Irak* » a affirmé que les troupes américaines sont en Irak pour servir de « *force pour le bien* » au Moyen-Orient et qu'il est « *de notre droit* » de maintenir « *un dispositif de force approprié* » dans la région.

La position irakienne a aussi immédiatement donné lieu à des menaces présidentielles et à des tweets à propos de « *sanctions comme ils n'en ont jamais vues* », avec l'implication que les États-Unis étaient plus que disposés à détruire l'économie irakienne s'ils n'obtenaient pas ce qu'ils voulaient. La dernière menace en date consiste à [bloquer l'accès de l'Irak](#) à son compte bancaire de la Réserve Fédérale de New York, où sont conservés les revenus de la vente internationale de pétrole, ce qui crée une crise de liquidités dévastatrice dans le système financier irakien qui pourrait bien détruire l'économie irakienne. Si le fait de prendre des mesures pour ruiner économiquement un pays n'est pas considéré comme une guerre par d'autres moyens, il est difficile de discerner ce qui pourrait correspondre à cette description.



Richard Goldberg

Après avoir traité avec l'Irak, l'administration Trump a tourné ses armes contre l'un de ses plus anciens et plus proches alliés. La Grande-Bretagne, comme la plupart des autres signataires européens du Plan d'Action Global Conjoint (JCPOA) de 2015, a été réticente à se retirer de l'accord, craignant que l'Iran ne décide en conséquence de développer des armes

nucléaires. Selon *The Guardian*, un représentant américain du Conseil National de Sécurité, Richard Goldberg, s'est récemment [rendu à Londres](#) pour faire comprendre au gouvernement britannique que s'il ne suit pas l'exemple américain et ne se retire pas du JCPOA et n'applique pas à nouveau des sanctions, il pourrait être difficile d'élaborer un accord commercial avec Washington après le Brexit. Il s'agit d'une menace importante car le vote en faveur du Brexit découlait clairement d'une promesse de compenser une partie du déclin prévu du commerce européen en augmentant l'accès du Royaume-Uni au marché américain. La contrepartie est désormais claire : la Grande-Bretagne, qui normalement suit en fait l'exemple de Washington en matière de politique étrangère, sera désormais censée être totalement impliquée tout le temps et partout, en particulier au Moyen-Orient.

Lors de sa visite, Goldberg a déclaré à la *BBC* :

« La question posée au Premier Ministre Johnson est la suivante : « Alors que vous vous dirigez vers le Brexit... que ferez-vous après le 31 janvier, lorsque vous viendrez à Washington pour négocier un accord de libre-échange avec les États-Unis ? Il est absolument dans votre intérêt et dans celui du peuple britannique de vous joindre au Président Trump, aux États-Unis, de réorienter votre politique étrangère loin de Bruxelles et de vous joindre à la campagne de pression maximale pour assurer notre sécurité à tous ».

Et il y a une histoire intéressante sur Richard Goldberg, un protégé de John Bolton, un dur à cuire anti-iranien, qui a menacé les Britanniques au nom de Trump. James Carden, écrivant à [The Nation](#), affirme :

« Considérez le scénario suivant : Une organisation exonérée d'impôts basée à Washington, DC, qui se présente comme un groupe de réflexion dédié à l'amélioration de la réputation d'un pays étranger aux États-Unis, financé par des milliardaires étroitement liés à ce pays étranger, a un de ses agents de haut rang (souvent appelé « fellows ») intégré au personnel de la Sécurité Nationale de la Maison Blanche afin de faire avancer le programme annoncé de son organisation qui, il se trouve, lui verse également son salaire pendant son séjour d'un an. Il se trouve que c'est exactement ce que le groupe de réflexion pro-israélien, la Fondation pour la Défense des Démocraties (FDD), aurait accompli dans le cadre d'un arrangement négocié par l'ancien Conseiller à la Sécurité Nationale de Trump, John Bolton ».

Le conseiller principal du FDD en question, qui a été placé au Conseil de Sécurité Nationale, était Richard Goldberg. Le FDD est en grande partie financé par des milliardaires juifs américains, dont le capitaliste Paul Singer et Bernard Marcus, partenaire de Home Depot. Ses agents rencontrent régulièrement des représentants du gouvernement israélien et l'organisation est surtout connue pour ses efforts incessants pour provoquer une guerre avec l'Iran. Elle n'a cessé de faire pression pour une politique américaine imprudente et militariste à l'encontre de l'Iran et plus généralement du Moyen-Orient. Elle est une porte-parole fiable pour Israël et, inévitablement, elle n'a jamais été tenue de s'enregistrer en vertu de la loi de 1938 sur l'Enregistrement des Agents Étrangers.

Il est certain que Trump a également d'autres néoconservateurs qui le conseillent sur l'Iran, notamment [David Wurmser](#), un autre associé de Bolton, qui est à l'écoute du Président et qui est consultant auprès du Conseil de Sécurité Nationale. Wurmser a récemment soumis à la Maison Blanche une série de mémos préconisant une politique de « rupture du régime »

avec la République Islamique qui la déstabilisera et conduira éventuellement à un changement de gouvernement. Il a peut-être joué un rôle clé en donnant le feu vert à l'assassinat de Soleimani.

La bonne nouvelle, s'il y en a une, est que Goldberg a [démissionné le 3 janvier](#), prétendument parce que la guerre contre l'Iran ne se développait pas assez vite pour lui et le FDD, mais il est symptomatique des nombreux faucons néoconservateurs qui ont infiltré l'administration Trump aux niveaux secondaire et tertiaire, où une grande partie de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique a lieu en réalité. Il explique également que lorsqu'il s'agit de l'Iran et de la poursuite irrationnelle d'une présence militaire américaine importante au Moyen-Orient, c'est Israël et son Lobby qui mènent la barque de l'État.

Philip Girdali

Article original en anglais :



[A New Definition of Warfare](#), publié le 21 janvier 2020

Cet article a été publié initialement par The Unz Review.

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Philip Girdali](#), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : [Philip Girdali](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca